

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE  
ZAKEN

COMMISSION DES AFFAIRES  
SOCIALES

van

du

DINSDAG 20 MEI 2008

MARDI 20 MAI 2008

Namiddag

Après-midi

La séance est ouverte à 14.38 heures et présidée par Mme Camille Dieu.

De vergadering wordt geopend om 14.38 uur en voorgezeten door mevrouw Camille Dieu.

**01** Question de Mme Carine Lecomte à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "le cumul entre une interruption de carrière 1/5 et une activité complémentaire indépendante" (n° 5256)

**01** Vraag van mevrouw Carine Lecomte aan de vice-eerste minister en minister van Werk en Gelijke Kansen over "de cumulatieve van een 1/5de loopbaanonderbreking en een zelfstandig bijberoep" (nr. 5256)

**01.01** Carine Lecomte (MR): Madame la présidente, madame la ministre, depuis 2002, grâce au crédit-temps, les travailleurs peuvent temporairement interrompre totalement ou partiellement leur carrière professionnelle. Ce système permet aux travailleurs, pendant l'interruption de carrière, de bénéficier d'une allocation payée mensuellement par l'ONEm et de disposer de plus de temps libre pour répondre à des obligations familiales ou pour réaliser des projets personnels.

Le crédit-temps est modulable. Le crédit-temps 1/5<sup>ème</sup> permet par exemple de réduire les prestations de travail afin de continuer à travailler à 4/5<sup>ème</sup> temps.

L'arrêté royal du 12 décembre 2001 prévoit la possibilité de cumuler l'allocation d'interruption de carrière partielle avec une activité complémentaire de salarié préexistante. Cette possibilité n'existe pas pour une activité complémentaire d'indépendant préexistante. En effet, l'article 7 §2.3 de l'arrêté royal prévoit que les allocations d'interruption ne peuvent pas être cumulées avec l'exercice d'une activité d'indépendante complémentaire sauf dans le cas de suspension complète des prestations de travail, pour autant que cette activité indépendante ait déjà été exercée en même temps que l'activité dont l'exécution est suspendue durant au moins les 12 mois qui précèdent le début d'une suspension complète des prestations de travail, auquel cas le cumul est autorisé pour une période maximale de 12 mois.

En outre, l'article 7 §2.2 prévoit que les allocations d'interruption ne peuvent pas être cumulées avec l'exercice d'une activité complémentaire salariée sauf si celle-ci était déjà exercée en même temps que l'activité dont l'exécution est suspendue, dont les prestations de travail sont réduites durant au moins les 12 mois qui précèdent le début de la suspension complète des prestations ou la réduction des prestations de travail.

Par conséquent, il n'est pas possible de cumuler une allocation d'interruption de carrière 1/5<sup>ème</sup> et une activité complémentaire d'indépendant, même si cette dernière n'entraîne pas de revenus. Des règles différentes sont appliquées et nous n'en voyons pas la justification. Une discrimination existe donc. Pour nous, ceux qui souhaitent travailler doivent être encouragés et non pénalisés comme dans ce cas.

Dès lors, madame la ministre, quelles mesures envisagez-vous afin de supprimer cette discrimination?

Pour quelles raisons cette différence de traitement existe-t-elle?

**01.02** Joëlle Milquet, ministre: Chère collègue, sur la base de l'arrêté royal modifié le 8 juin 2007, le travailleur qui réduit ses prestations de 1/5<sup>ème</sup> dans le cadre d'un crédit-temps à mi-temps ne pourra cumuler l'exercice d'une activité indépendante complémentaire avec l'allocation d'interruption. Cette mesure s'assortit

néanmoins d'exceptions.

Dans le cadre de la réglementation actuelle, seul le travailleur qui bénéficie d'un crédit-temps complet peut effectivement cumuler l'exercice d'une activité indépendante complémentaire avec le bénéfice d'une allocation d'interruption. Évidemment, ce cumul n'est autorisé que si cette activité a déjà été exercée durant minimum les 12 mois qui précèdent le début du crédit-temps. En outre, ce cumul n'est possible que pendant un an maximum. Cela dit, la condition de la durée minimum de 12 mois prévaut également pour les salariés.

Par ailleurs, depuis l'arrêté du 8 juin 2007, le travailleur qui demande le crédit-temps sans allocations peut exercer une activité indépendante complémentaire et ce, quel que soit le type de crédit-temps (complet, mi-temps ou 1/5<sup>ème</sup> temps).

On dénote ainsi des avancées pour permettre, dans ces deux cas, le cumul avec une activité d'indépendant. Mais à tout moment, des harmonisations peuvent être envisagées. La raison au départ a toujours été de faire en sorte que le travailleur ne bénéficie pas d'une interruption de carrière financièrement assurée par les deniers publics, alors que ses prestations d'indépendant étaient censées lui assurer des revenus. En effet, le but de l'État n'est pas de financer des interruptions de carrière prises pour se lancer dans la carrière d'indépendant. La personne qui interrompt sa carrière le fait pour des raisons X ou Y.

Voulant éviter ce genre de choses au départ, cela a été l'optique et le "ratio legis" de différentes interprétations. Si un salarié introduisait une demande d'interruption de carrière, on considèrerait que son activité n'était pas exercée à plein temps. L'idée ne se basait pas sur une discrimination. Elle visait à éviter d'éventuels abus et à considérer qu'il incombe à l'État d'assurer les pertes de revenus engendrées par des diminutions de temps de prestation, quand ces heures sont prestées ailleurs. Mais des harmonisations peuvent s'envisager. L'arrêté royal du 8 juin 2007 constitue déjà une avancée en la matière.

**01.03 Carine Lecomte (MR):** C'est malgré tout discriminatoire par rapport à la situation des salariés. Il s'agit bien dans ce cas de percevoir une allocation et non d'être autorisé à exercer une activité complémentaire sans perception. Il est possible de percevoir une allocation en poursuivant une activité complémentaire salariée, contrairement à l'activité complémentaire indépendante. Il y a donc une discrimination.

**01.04 Joëlle Milquet, ministre:** On travaillait sur l'idée d'une réduction de l'activité salariée complémentaire. À l'occasion des débats sur les harmonisations des statuts, il devrait être possible d'en discuter. Mais il faudrait vérifier dans quelle mesure on respecte bien les objectifs que j'ai cités.

**01.05 Carine Lecomte (MR):** Nous y réfléchissons. Je vous remercie.

*L'incident est clos.*

*Het incident is gesloten.*

**02 Question de M. Olivier Maingain à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'emploi des langues lors du dépôt de conventions collectives de travail au SPF Emploi" (n° 5376)**

**02 Vraag van de heer Olivier Maingain aan de vice-eerste minister en minister van Werk en Gelijke Kansen over "het taalgebruik bij het neerleggen van collectieve arbeidsovereenkomsten bij de FOD Werkgelegenheid" (nr. 5376)**

**02.01 Olivier Maingain (MR):** Madame la ministre, il me revient que des problèmes d'ordre de l'emploi des langues se posent lors du dépôt de conventions collectives de travail au greffe SPF Emploi. J'ai eu connaissance d'un cas concret. Une ASBL entreprise de travail adapté, agréée par la Commission communautaire française et située en Région bruxelloise emploie 55 personnes sous contrat de travail qui sont toutes d'expression française. Cette ASBL a dès lors élaboré en français une convention collective de travail à usage purement interne qui a été déposée par les organisations syndicales au greffe du SPF Emploi, en tout cas au service compétent du SPF Emploi.

Lors du dépôt, la direction de cette ASBL s'est vu imposer la traduction obligatoire en néerlandais de cette convention collective au motif que les conventions collectives relatives aux entreprises bruxelloises doivent être bilingues. Or, en application de l'article 41 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, les services centraux tels que ceux du SPF Emploi utilisent dans leurs rapports avec les particuliers celle

des trois langues dont ceux-ci font usage. Cet article ne s'applique pas seulement aux personnes physiques mais également aux personnes morales telles que les ASBL.

Dès lors, selon mon analyse juridique, le SPF Emploi ne peut imposer à l'ASBL dont je parlais l'usage du néerlandais, d'autant que le régime juridique de cette ASBL est effectivement francophone et qu'elle est agréée par la Commission communautaire française. On peut donc en déduire que l'obligation de bilinguisme ne s'imposait pas.

Mme la ministre peut-elle me faire savoir si ses services ont déjà eu connaissance de problèmes similaires? Confirment-ils mon interprétation de la loi sur l'emploi des langues en matière administrative?

**02.02 Joëlle Milquet**, ministre: Monsieur Maingain, votre question m'a inquiété pendant une demi-seconde! J'ai bien analysé votre description juridique mais vous avez oublié que la problématique est réglée par une autre législation qui est la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires.

L'article 13 de cette loi est très clair, je le cite: "La convention est, à peine de nullité, conclue par écrit. La convention est en français et en néerlandais. Toutefois, elle est rédigée dans la langue de la région quand elle se rapporte exclusivement soit à la région de langue française soit à la région de langue néerlandaise soit à la région de langue allemande." Dans la mesure où nous sommes à Bruxelles, l'article 10 indique qu'il faut la déposer en français et en néerlandais.

Cette disposition est prévue depuis longtemps et est obligatoire pour tout service situé à Bruxelles.

**02.03 Olivier Maingain** (MR): Madame la ministre, je vous remercie pour cette indication juridique complémentaire. Cette disposition déroge à la loi sur l'emploi des langues en matière administrative. Je me dépêcherai de déposer une proposition de loi pour changer cela.

Cela vaudrait aussi pour des entreprises agréées par la Commission communautaire flamande ou par la Communauté flamande, qui ont leur siège à Bruxelles et qui travaillent exclusivement en néerlandais. Je n'ai aucun problème à dire que ces entreprises doivent pouvoir déposer leurs conventions collectives uniquement dans la langue de leur régime linguistique, au regard de la Communauté linguistique de laquelle elles relèvent.

Vous m'avez en effet rappelé une disposition que j'avais totalement perdue de vue.

**02.04 Joëlle Milquet**, ministre: Le problème se pose pour des entreprises...

**02.05 Olivier Maingain** (MR): Ici, je vise le secteur des entreprises de travail adapté qui relèvent, pour leur agrément, de l'une ou l'autre Communauté. Même en ce qui concerne tout le secteur socioculturel à Bruxelles, qui est parfois soumis à des commissions paritaires et à des conventions collectives, il est assez logique que l'on applique le principe de l'unilinguisme puisque ces entreprises, par définition, relèvent d'une seule Communauté.

**02.06 Joëlle Milquet**, ministre: C'est un débat qui peut avoir lieu sans problème, mais je m'en réfère à la loi.

**02.07 Olivier Maingain** (MR): Je ne vous en ferai certainement pas le reproche mais il y a des frais de traduction qui sont parfois très lourds pour des ASBL. En matière de dépenses, elles ont mieux à faire que de demander à des traducteurs jurés de faire des traductions mot à mot.

*Het incident is gesloten.  
L'incident est clos.*

**03 Vraag van de heer Jan Jambon aan de vice-eerste minister en minister van Werk en Gelijke Kansen over "de benoeming van artsen-scheidsrechters voor controle geneeskunde" (nr. 5382)**

**03 Question de M. Jan Jambon à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la désignation de médecins-arbitres pour la médecine de contrôle" (n° 5382)**

**03.01 Jan Jambon** (CD&V - N-VA): Mevrouw de voorzitter, mevrouw de minister, wanneer een werknemer in de onmogelijkheid verkeert om zijn werk te verrichten ten gevolge van ziekte of ongeval, moet hij zijn werkgever onmiddellijk op de hoogte brengen van zijn arbeidsongeschiktheid en eventueel zorgen voor een geneeskundig getuigschrift. De controlearts, gemachtigd en betaald door de werkgever, kan vervolgens nagaan of de werknemer werkelijk arbeidsongeschikt is en wat de vermoedelijke duur van de ongeschiktheid is. Hij controleert eventueel ook andere medische gegevens.

Bij betwisting tussen de behandelende arts en de controlearts van de werknemer kan een arts-scheidsrechter worden aangeduid. Deze voert het medisch onderzoek uit en beslist in het medische geschil. Elke arts krijgt een grondgebied toegewezen waarvoor hij of zij verantwoordelijk is.

Onlangs werden in het Staatsblad de namen herbevestigd van de artsen-scheidsrechters voor de controlegeneeskunde met vermelding van het grondgebied waarvoor zij verantwoordelijk zijn. Daarbij valt in het bijzonder op dat de Franstalige arts dr. Jean-Marie Delhez, die woonachtig is in Cheratte, niet enkel bevoegd is in de administratieve arrondissementen Luik en Verviers, maar ook in de gemeente Voeren, dat in het arrondissement Tongeren gelegen is. Uiteraard maakt Voeren integraal deel uit van het Vlaams Gewest. Het is dus bijzonder merkwaardig dat een Franstalige arts uit het Waals Gewest hier bevoegd zou zijn.

Daarnaast blijken verschillende artsen bevoegd te zijn in gebieden die in verschillende gewesten gelegen zijn. Zo is, bijvoorbeeld, dokter Marc Paul Goossens, woonachtig in Brussel, zowel in Vlaams-Brabant als in Waals-Brabant bevoegd. Dit impliceert dus dat een Franstalige arts eventueel bevoegd kan zijn in een deel van het Vlaams Gewest, namelijk in Vlaams-Brabant.

Ik heb dan ook de volgende vragen voor u, mevrouw de minister.

Ten eerste, is dokter Delhez als enige bevoegd op het grondgebied van Voeren?

Welke garanties zijn er dan voor de Vlamingen in Voeren? Is het mogelijk dat een geschil betreffende een Nederlandstalige werknemer uit Voeren beslecht wordt door een Franstalige arts? Speelt de taalwetgeving hier dan niet?

Ten derde, welke overwegingen liggen aan de basis van het toewijzen van de gemeente Voeren aan een Franstalige arts?

Is het mogelijk dat, bijvoorbeeld, de zaak van een Franstalige inwoner van Vlaams-Brabant beslecht wordt door een Franstalige arts die in verschillende Gewesten bevoegd is?

Ten slotte, druist deze indeling niet in tegen de grondwettelijke indeling in taalgebieden of in Gewesten?

**03.02 Minister Joëlle Milquet:** Artikel 31 van de wet van 3 juli 1978 met betrekking tot de arbeidsovereenkomsten voorziet erin dat de betwistingen van medische aard tussen de werknemer en de controlerende geneesheer worden opgelost door een arbitrageprocedure. Het beroep op een arbitrerende geneesheer kan gebeuren als de werknemer de beslissing van de controlerende geneesheer aangesteld en betaald door de werkgever betwist. Er is of een akkoord tussen de werknemer en de werkgever om een arbitrerende geneesheer aan te stellen of de aanstelling gebeurt door de eisende partij op basis van de lijst van arbitrerende geneesheren bepaald door de minister van Werk.

Het koninklijk besluit van 11 juli 2001 met betrekking tot de controlerende geneesheren en de arbitrerende geneesheren bepaalt dat de geneesheer die erom verzoekt ingeschreven te worden op de lijst van arbitrerende geneesheren, het geografische terrein moet aanduiden waarbinnen de praktijk van arbitrerende geneeskunst wordt gevraagd. De arbitrerende geneesheren hebben bijgevolg geen exclusieve bevoegdheid voor een gegeven omschrijving. Volgens hun vraag oefenen sommige arbitrerende geneesheren de arbitrerende geneeskunde enkel uit op een gebied beperkt tot administratieve arrondissementen of een provincie, andere op een gebied dat de provinciegrenzen overschrijdt, nog andere op het grondgebied van een heel Gewest of meerdere Gewesten.

Dokter Delhez oefent de medische arbitrage uit in de administratieve arrondissementen van Luik en Verviers en op het grondgebied van de gemeente Voeren in het administratief arrondissement Tongeren. Hij is niet de enige in die gemeente. Er is ook dokter Ceulemans, die de medische arbitrage uitoefent in de provincies

Antwerpen, Vlaams-Brabant en Limburg. Voorts zijn er dokters Peeters in Vlaams-Brabant en Limburg en Verhaegen in de provincies Antwerpen, Vlaams-Brabant en Limburg.

De Vlaamse werknemer uit Voeren waarvan sprake in uw vraag, kan dus niet enkel een beroep doen op dokter Delhez, doch ook op een van de drie artsen die in Vlaanderen wonen en dus Vlamingen zijn.

De Franstalige werknemer uit Vilvoorde, om op het andere punt van uw vraag te antwoorden, kan een beroep doen op arbitrerende geneesheren uit Brussel en Vlaanderen. Geen enkele in Wallonië wonende geneesheer heeft zich ingeschreven om in Vlaams-Brabant te arbitrereren.

Ik zie dus niets incongruents of nog minder onconstitutioneels aan de situatie waarin privépersonen die van de federale overheid een toelating hebben verkregen om in betwistingen tussen particulieren te arbitrereren, hun opdracht uitvoeren binnen een geografisch gebied dat de taalgrenzen overschrijdt.

**03.03 Jan Jambon** (CD&V - N-VA): Mevrouw de minister, ik dank u voor uw gedetailleerd antwoord.

Als ik het goed voorheb, is het de werkgever die een beroep kan doen op een arbeidsgeneesheerscheidsrechter?

**03.04 Minister Joëlle Milquet:** Inderdaad, of de eisende partij.

**03.05 Jan Jambon** (CD&V - N-VA): Indien bijvoorbeeld in Voeren een Franstalige werkgever uit Visé dat doet, kan de werknemer de heer Delhez toegestuurd krijgen voor een controle. U weet evengoed als ik dat in geneeskundige zaken voor mensen die niet perfect tweetalig zijn, de taal een belangrijk element is om hun rechten te laten gelden. Ik wil ervoor opteren dat de geneesheer wordt aangesteld volgens de taal van de patiënt en niet in die van de werkgever. Dat lijkt mij toch een recht van de patiënt.

**03.06 Minister Joëlle Milquet:** Er kan ook een specifiek iemand worden aangesteld in akkoord tussen de werkgever en de werknemer. Soms is het de keuze van de werkgever, maar over het algemeen bestaat er een gezamenlijke keuze voor een bepaald iemand. Als de mogelijkheid bestaat om verschillende geneesheren aan te stellen, Nederlandstalig of Franstalig, veronderstel ik dat voor iemand die Nederlands spreekt, de keuze valt op een Vlaamse geneesheer.

**03.07 Jan Jambon** (CD&V - N-VA): U hebt voor 300% gelijk in situaties waar er geen conflict is tussen de werkgever en de werknemer. Het probleem doet zich voor wanneer er hierover een conflict bestaat tussen de werkgever en de werknemer. Dan kan de werkgever de Nederlandstalige werknemer-patiënt bij wijze van spreken pesten door een Franstalige geneesheer te sturen. Dat lijkt mij toch schadelijk voor de belangen van de patiënt.

**03.08 Minister Joëlle Milquet:** Tot nu toe heb ik geen klachten ontvangen. Volgens mijn diensten zijn er geen klachten over dat onderwerp. Er werden dus geen ernstige gevallen of conflicten gesignaleerd tot nu toe.

**03.09 Jan Jambon** (CD&V - N-VA): Dan zal ik de klachten laten doorgeven. Bedankt voor het antwoord.

*L'incident est clos.  
Het incident is gesloten.*

La **présidente**: M. Baeselen a demandé que ses questions n° 4737 et 5392 soient reportées.

Mme Staelravens étant absente sa question n° 5421 est également reportée.

Nous en avons donc terminé avec l'ordre du jour. La réunion est levée.

*La réunion publique de commission est levée à 15.11 heures.  
De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.11 uur.*